

FAITS SAILLANTS

- Les actes de violence et pillages envers des organisations humanitaires sont survenus systématiquement dans les dernières vagues de violence qui ont touchées certaines zones du pays. Au courant du mois de mai dans la seule ville de Bambari, au centre du pays, des locaux de 9 organisations humanitaires ont été pillés ainsi que la Commission nationale des réfugiés (CNR).
- A Kaga Bandoro, les activités humanitaires sont limitées du fait de la criminalité en hausse. La plupart des activités humanitaires ont été temporairement suspendues sur les axes en raison de l'insécurité.
- A l'Ouest du pays, l'activisme des groupes armés contraint régulièrement les populations à des déplacements préventifs.

CHIFFRES CLEFS

| | |
|---|---------|
| # de personnes déplacées | 669 997 |
| # de réfugiés centrafricains | 582 377 |
| Population ayant besoin d'une aide humanitaire | 2,5 M |
| Population touchée par l'insécurité alimentaire | 2 M° |

FINANCEMENT

515,6 millions \$
requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2018

84,6 millions \$

ont déjà été mobilisés, soit 16% des fonds requis

OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre dans la transparence le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.



OCHA CAR/Virginie Bero

Ippy, une ville sinistrée

P.1

La Centrafrique reste l'un des pays où les interventions humanitaires sont plus importantes au monde

P.3

Survivre aux violences sexuelles en Centrafrique

P.4

Ippy, une ville sinistrée

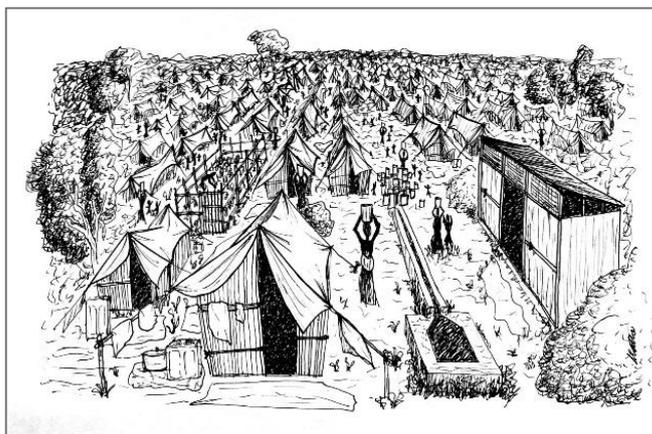
10 000 personnes confinées dans un site de déplacés



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies

Près de 10 000 personnes sont confinées dans un site de déplacés à l'Eglise catholique de la ville d'Ippy, dans la préfecture de la Ouaka, à 111 km au Nord Est de Bambari. Les conséquences des affrontements violents entre groupes armés en décembre 2017 empêche toujours un retour à la normal. Les déplacés du site, du fait de la présence rapprochée d'éléments d'un groupe armé ne peuvent se mouvoir librement autour du site. L'intégrité physique de personnes est menacée et la libre circulation des

biens et des personnes est entravée. En janvier 2018, les menaces d'éléments armés envers les humanitaires avaient suscité à plusieurs reprises la suspension temporaire de l'assistance. En février 2018, une organisation intervenant dans le domaine de la santé et de la nutrition avait dû cesser ses activités sur le site de déplacés.



A la fin du mois de février, les menaces et la situation sécuritaire étaient telles que toutes les organisations humanitaires avaient suspendu leurs activités à Ippy. Depuis, l'accès à Ippy est resté problématique. La ville reste contrôlée par les groupes armés et les tensions et agissements des groupes ne permettent pas une présence plus systématique ou permanente.

Situation alimentaire catastrophique

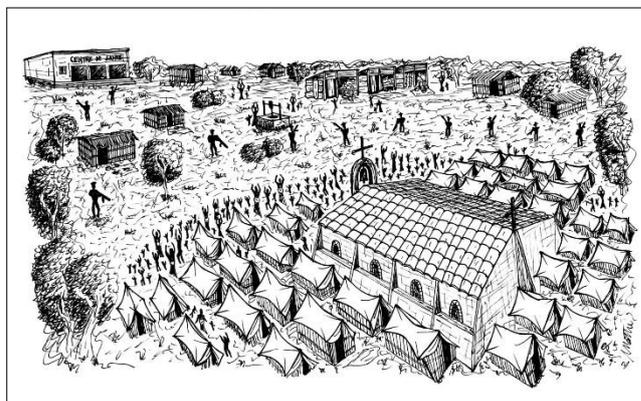
Les déplacés de Ippy et ceux qui se sont réfugiés dans la brousse n'ont plus accès aux champs en raison de la présence dissuasive des groupes armés. La prochaine saison agricole est sérieusement hypothéquée étant donné que l'insécurité a empêché les semences. Sans aucune récolte envisagée, la sécurité alimentaire des déplacés et des communautés hôtes en pâtira très sérieusement. Les prix des denrées de première nécessité ont déjà énormément augmenté.

Le sac de 20 kg de manioc, l'aliment de base, a connu entre février et mai 2018 une hausse de 50%, passant de 500 à 1 000 francs CFA. En mai, la distribution de 63 665 tonnes de vivres à 9 721 bénéficiaires a certainement permis d'alléger la pression sur les maigres ressources des déplacés et des familles hôtes.

Toutefois, les déplacés réfugiés dans la brousse restent coupés de toute assistance humanitaire. D'après une mission inter-agences qui s'est rendue dans la zone au début du mois de mai, certaines femmes accèdent parfois à leurs champs en groupes en contournant les positions des groupes armés pour éviter d'être victimes de leurs exactions.

La santé des déplacés en péril

Les personnes déplacées n'ont pas la possibilité d'accéder sans entraves au centre de santé qui ne se trouve pourtant qu'à 800 mètres du site. Leur principale crainte est la base d'un groupe armé devant laquelle ils doivent passer. Au courant du mois d'avril, 8 enfants sont décédés faute de soins appropriés. Les maladies les plus fréquentes sont les



infections respiratoires aiguës, le paludisme, la diarrhée, la malnutrition aiguë modérée et aiguë sévère. Deux acteurs humanitaires avaient réussi à apporter de février à avril 2018 une assistance en santé et nutrition mais leurs interventions sont arrivées à terme. Leur présence avait permis de réduire la mortalité infantile sur le site de déplacés en mettant en place des programmes de prévention du paludisme. La fin de ces programmes laisse présager une nouvelle dégradation de la situation sanitaire des déplacés. En avril, le nombre des enfants souffrant du paludisme était de 250 contre 140 en mars. Étant donné la situation sanitaire catastrophique du site, les partenaires étudient la possibilité d'un second déploiement. Leurs interventions devraient aussi comprendre une campagne de vaccination multi-antigènes couplée à un dépistage de la malnutrition. Au centre de santé, le recouvrement des coûts qui est appliqué à tous les malades est également un obstacle pour les personnes déplacées qui ont perdu leurs moyens de subsistance.

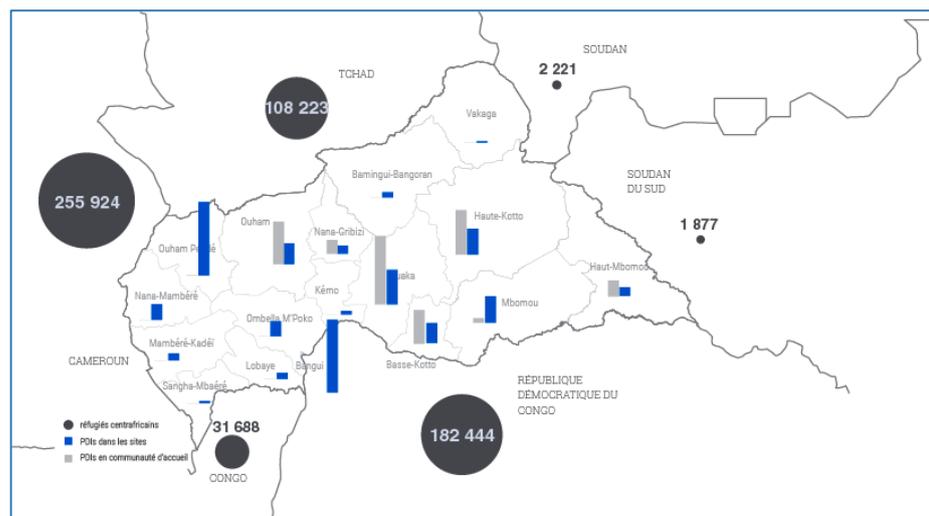
L'accès à l'eau est également restreint. L'unique point d'eau qui ravitaille le site en eau potable est situé à environ 500 mètres. Se rendre à ce point d'eau comporte des risques pour les personnes déplacées à cause des menaces d'agression des hommes armés qui se trouvent dans les environs. Plusieurs tentatives d'agressions sexuelles ont été signalées. La ville d'Ippy ne compte que trois forages fonctionnels.

Le regain de violence dans la préfecture de la Ouaka ces derniers mois ne présage pas d'un retour rapide au calme. L'activisme des groupes armés dans la ville et les axes environnants enfreignent l'accès et freinent considérablement les activités humanitaires. L'axe Ippy – Bria par exemple reste, depuis le début de l'année, vidé de presque toute sa population. L'insécurité et le délabrement des établissements scolaires empêchent les enfants de jouir de leur droit fondamental à l'éducation. La crainte des exactions des groupes armés prive des milliers de personnes de soins médicaux ainsi que d'une alimentation variée. Dans cette région, la principale source de revenus est l'agriculture, devenue impraticable à cause de l'insécurité. D'une manière générale, l'économie locale est à genoux car la majorité des structures commerciales et artisanales a été pillée ou détruite.

La Centrafrique demeure l'un des pays où les interventions humanitaires sont les plus importantes au monde

Un centrafricain sur 4 est déplacé interne ou réfugié

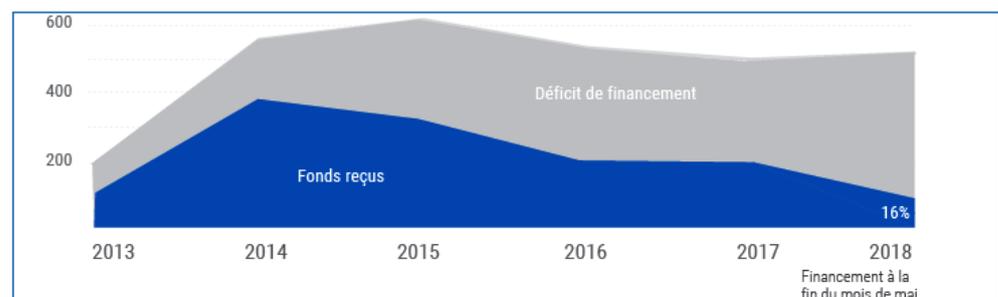
La situation humanitaire en République centrafricaine n'a cessé de se détériorer depuis l'année 2017. Cette tendance s'est maintenue au cours du premier semestre 2018, avec d'importantes vagues de nouveaux déplacements et des besoins humanitaires croissants. En avril 2018, le nombre de personnes déplacées était de 669 997 ; bien supérieur au pic d'août 2015, au plus fort de la crise humanitaire de 2013-15.



Le nombre des réfugiés est également resté important, il atteignait 582 377 en avril 2018. Ceci signifie que plus d'1,2 millions de Centrafricains, soit une personne sur quatre, est toujours déplacée interne ou réfugiée dans les pays voisins. Comparé à la population totale, la Centrafrique est l'un des rares pays au monde où une telle proportion de la population dépend des interventions humanitaires pour sa survie.

Afin de sensibiliser les bailleurs de la Centrafrique à cette tendance inquiétante, la Coordonnatrice humanitaire en République centrafricaine, Najat Rochdi, a entrepris une tournée internationale en vue de continuer à sensibiliser la communauté internationale sur la situation qui prévaut dans le pays. Aux Etats membres des Nations Unies réunis à Genève et aux représentants des bailleurs de fonds de la RCA à Yaoundé, elle a rappelé que la Centrafrique fait encore face à une crise humanitaire de grande envergure.

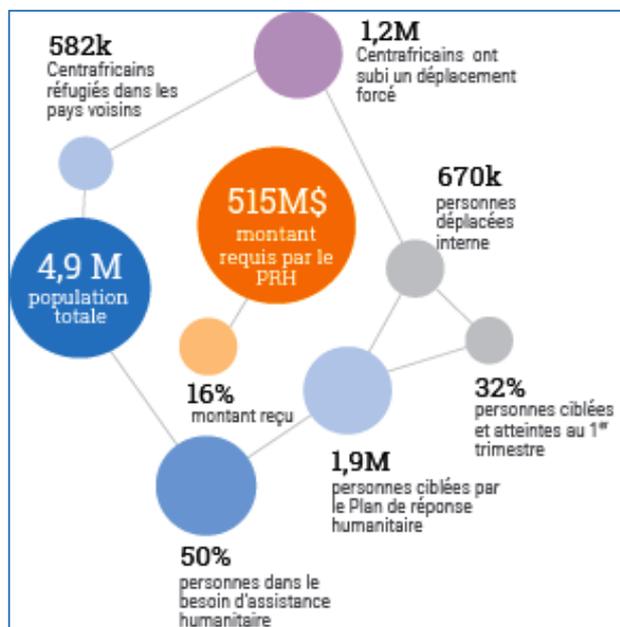
Une chute continue des financements depuis quelques années



La chute des financements reçus s'est poursuivie alors que la situation se dégradait de nouveau et les besoins humanitaires augmentaient. Le Plan de réponse humanitaire d'un montant de 515,6 millions de dollars a été lancé en janvier 2018 mais à ce jour, il n'est financé qu'à hauteur de 16% alors qu'il prévoit d'apporter une assistance vitale à 1,9 millions de personnes.

« Les ressources dont nous disposons ne permettent plus d'apporter une assistance humanitaire suffisante et adéquate. Dans certains cas les rations alimentaires sont réduites d'un tiers et couvrent des périodes plus courtes » a alerté la Coordinatrice humanitaire pour la République centrafricaine, Najat Rochdi. « Si nous n'arrivons pas à mobiliser les ressources nécessaires, l'assistance sera réduite à une portion congrue et n'arrivera plus à sauver des vies » a-t-elle alerté.

Faire plus pour sauver plus de vies



Si rien n'est fait, « la violence déployée par les groupes armés continuera alors à pousser un nombre croissant de populations à se réfugier dans des lieux de plus en plus reculés, de plus en plus inaccessibles aux humanitaires, accroissant davantage le défi de l'accès aux plus vulnérables ». En outre, « des générations entières verraient leur avenir gâché après des années successives sans accès à l'éducation, des milliers d'enfants continueraient à mourir dans leurs premières cinq années de vie et une autre génération de Centrafricaines et de Centrafricains seraient ainsi sacrifiés » a insisté Mme Rochdi.

Le regain de violence affecte des régions antérieurement relativement stables et où des projets pilotes de relèvement commençaient à être développés, surtout dans le nord et le centre du pays. Les besoins humanitaires ont considérablement augmenté dans ces zones

En 2017, les contributions à l'action humanitaire s'élevaient à 267 millions de dollars dont 202,5 millions de dollars versés directement au Plan de réponse humanitaire. « Nous aurions été incapables de sauver autant de vie sans votre concours mais aujourd'hui nous avons besoin d'aller au-delà » a souligné Najat Rochdi.

Les contributions des bailleurs des fonds ont permis dès le début de l'année 2018 de répondre à une crise humanitaire majeure dans la ville de Paoua où plus de 100 000 personnes ont besoin d'une assistance d'urgence. Elles ont aussi permis de répondre à l'urgence dans de nouveaux foyers de tensions ou de violence, avec d'immenses conséquences humanitaires. « Cependant, nous devons aller au-delà et vite car des centaines de milliers de vies en dépendent » a souligné la Coordinatrice humanitaire.

Survivre aux violences sexuelles en Centrafrique

Les conflits et l'insécurité qui demeurent en Centrafrique ont mis à mal la protection des femmes et des jeunes filles. Alors qu'elles étaient en quête d'un refuge, fuyant l'attaque d'un village ou se mettant à l'abri des affrontements, des milliers de femmes et de filles ont été victimes de violences basées sur le genre. Dans des villes et villages à travers la Centrafrique, aller aux champs, puiser de l'eau ou laver du linge le long d'un cours d'eau n'est plus sans danger à cause de la présence d'hommes armés ou l'insécurité qui règne dans de nombreuses régions. Selon une évaluation sur la qualité des services de prise en charge clinique des violences sexuelles en RCA effectuée entre juillet 2016 et février 2017, 33% des cas de violences basées sur le genre (VBG) en 2014 étaient des viols.

Le suivi des activités de l'ONG Association des Femmes pour l'Entreprenariat (AFPE) dans les villes de Ngaoundaye et de Bocaranga, au nord de la Centrafrique, permet d'avoir un aperçu de la réalité du quotidien des femmes et des filles touchées par les violences sexuelles. De novembre 2016 à janvier 2017, à travers ses centres d'écoute, 200 cas de violences sexuelles ont été enregistrés. Afin d'aider les victimes à dépasser les violences subies, l'AFPE apporte, grâce à un financement du Fonds humanitaire, non seulement un soutien psycho-social aux victimes mais aussi pour établir ou renforcer leurs moyens de subsistance. Leur résilience est ainsi renforcée, les aidant à retrouver une place dans la société.

L'AFPE suit 160 victimes de violences physiques, agressions conjugales et violences sexuelles. Ces personnes sont identifiées selon des critères de vulnérabilité qui incluent les personnes de troisième âge, les femmes cheffes de ménages, les enfants séparés et les victimes de violences sexuelles.

Le portrait de trois bénéficiaires permet de mieux appréhender l'impact de ces activités et les changements apportés dans la vie des bénéficiaires. Ces portraits donnent également un aperçu des incidents de protection que les femmes subissent dans les zones où l'activisme des groupes armés reste important.

Rejetée pour avoir été violée par des hommes armés

Fanny (nom fictif), a 16 ans. Elle a été violée par deux hommes armés alors qu'elle se dirigeait vers la frontière tchadienne pour y vendre de haricots. « J'étais avec mes deux autres sœurs quand subitement surgit. Mes sœurs ont pris fuite mais ils m'ont attrapé et violé. Je suis tombée enceinte mais à six mois de grossesse, j'ai fait une fausse couche », a-t-elle relaté.



©OCHA/Virginie Bero Ngaoundaye, Préfecture de l'Ouham Pendé, RCA (27 février 2018). Des femmes et des filles apprennent la couture au centre de formation tenu par l'AFPE. Elles s'exercent avec la confection de vêtements pour nouveaux nés.

« Tout le monde se moquait de moi parce que je suis tombée enceinte sans être mariée. Personne ne connaissait l'histoire de ma grossesse, ni la dure épreuve que je traversais ». La vie de Fanny prendra un nouvel élan lorsqu'elle sera identifiée par les comités communautaires de protection (CCP) mis en place par Association des Femmes pour l'Entreprenariat (AFPE) pour la prise en charge des victimes de violences sexuelles, grâce à un financement du Fonds humanitaire.

Après avoir raconté son histoire au Centre d'écoute, Fanny bénéficiera d'une prise en charge : des soins de santé gratuits et un kit de dignité (pagne, trousseau de toilette, kit de cuisine). Réconfortée par son expérience au Centre d'écoute, Fanny y apprendra la couture.

« Au départ j'avais peur de tout. Mais après avoir fréquenté le centre plusieurs fois, j'ai eu le courage d'affronter la vie à nouveau. Aujourd'hui, tout ce que je désire c'est continuer mon apprentissage, faire de la couture mon gagne-pain et reprendre mes études » affirme-t-elle.

Le calvaire de Maguy

Tout comme Fanny, Maguy a subi des traumatismes, après avoir été violée. Elle est veuve et cheffe d'un ménage de 13 personnes. « En 2016, j'ai été violée par des hommes armés alors que je revenais du champ. Par la suite j'ai été infectée par le VIH. A cause de choc, aujourd'hui je souffre également de cardiopathie ».

Dans le cadre des projets de l'AFPE, Maguy a été en mesure de rebondir après cette expérience douloureuse. Par le biais du Comité communautaire de protection, elle a reçu non seulement un soutien psychosocial mais aussi de quoi commencer une activité génératrice de revenus.

« Je n'ai pas de mari, mes enfants sont encore des mineurs. En plus, j'ai à ma charge des orphelins que mon défunt frère a laissé. Notre vie est difficile. Lorsque AFPE m'a demandé de proposer une activité, je n'ai pas hésité à demander le sac d'arachide. Cela m'a permis de faire la pâte et de vendre pour notre survie ».

Donner un sens à l'avenir

Batia a 17 ans. Elle a été violée en 2016 dans sa fuite de son village, Kouï à 40 km de Bocaranga. « J'ai tout perdu en fuyant les groupes armés. Lorsque je suis arrivée en ville, je n'avais rien pour aller à l'hôpital. Quand j'ai compris que j'étais enceinte, j'ai commencé à vendre du bois pour ma survie ». Une fois repérée par les CCP de l'AFPE, Batia a été prise en charge et référencée à l'hôpital pour les consultations prénatales. Elle a reçu des kits de dignité et des layettes pour son nouveau-né. « Grâce à l'appui de l'AFPE, mon bébé est né dans de bonnes conditions et moi-même je m'en sors, même si c'est difficile pour notre survie ».

La honte et la peur d'être stigmatisées par la communauté constituent encore un obstacle pour les survivantes à se rendre dans les centres d'écoute afin de bénéficier d'un appui psycho social et afin de restaurer ou trouver un moyen de subsistance.

Un autre défi auquel font face les acteurs humanitaires est l'insécurité qui ne leur permet pas d'accéder aux survivantes et à ces dernières de bénéficier d'une aide adéquate. Les cas de braquages et les menaces ciblant les acteurs humanitaires entraînent la suspension temporaire des activités dans les zones où les victimes ont été identifiées. A Bocaranga, au mois de septembre 2017, les stocks des matériels destinés aux activités ont été pillés, pendant l'occupation de la ville par un groupe armé.

Pour contactez AFPE : +236 72 68 09 92. Email : ong_afpe@yahoo.fr

Bonnes nouvelles



Depuis 2005, le HCR rend hommage à ses effectifs par le biais de Prix d'excellence qui récompense le travail des équipes et des personnes qui incarnent le mieux le mandat et la mission du HCR. Le prix d'équipe 2017 pour la réalisation de solutions durables a été attribué au HCR en République centrafricaine. Cette équipe a travaillé dans des conditions difficiles et de lourdes contraintes, pour assurer le retour en toute sécurité des personnes

déplacées dans plusieurs quartiers de Bangui. Afin de reconstruire leurs maisons et de lancer des activités de subsistance permettant de subvenir à leurs besoins, le HCR a joué le rôle de facilitateur dans le traitement des demandes de retour chez elles ou dans une autre région de leur choix des personnes déplacées. Le retour de milliers de familles déplacées sur une période de 16 mois et la fermeture des camps ont été salués par les autorités nationales.

En bref



En visite en République centrafricaine, la Directrice régionale de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Marie-Pierre Poirier a rencontré les populations déplacées de Séko, située à une soixantaine de kilomètres de Bambari, chef-lieu de la Ouaka. La Directrice régionale s'est également entretenue avec un groupe de femmes qui ont notamment raconté leur fuite avec leurs enfants pour échapper à l'attaque de leur village par un

groupe armé ; leur vie cachée pendant plus d'une semaine dans la brousse sans pouvoir manger avant d'atteindre le camp de Séko. « Les enfants paient le prix le plus élevé dans cette nouvelle vague de violence. Tous les acteurs doivent mettre un terme à la violence contre les enfants maintenant ! », a déclaré Marie-Pierre Poirier. « Le monde ne doit pas oublier les enfants de la République centrafricaine. La protection des enfants devrait intervenir en premier », a-t-elle ajouté.



Suite au déclenchement le 8 mai d'une nouvelle épidémie de la maladie à virus Ebola en République démocratique du Congo, dans la province de l'Equateur située à environ 480 km de la RCA, les autorités sanitaires nationales ont réactivé le comité de riposte contre Ebola pour contrer une possible importation de l'épidémie en Centrafrique. Le système de prévention prévoit entre autres la prise en charge, le renforcement des mesures d'hygiène, la surveillance

épidémiologique, la mobilisation, l'information et la communication. Les contrôles aux points d'entrée en République centrafricaine (districts prioritaires) ont été relancés dès le lundi 14 mai 2018.



Depuis mai, des personnes qui s'étaient déplacées en décembre 2017 suite aux affrontements dans la zone de Paoua, regagnent progressivement leurs villages d'origine, au nord et à l'est de la ville. L'insécurité qui persiste empêche toutefois les acteurs humanitaires de faire un monitoring de ce retour encore timide et d'avoir des données précises. Selon les autorités locales, 16 135 personnes, seraient retournées dans 21 villages. Plus au nord, dans la sous-préfecture de Markounda, 70% des 8 000 personnes déplacées

seraient de retour dans leurs villages d'origine.

Le saviez-vous ?



**PROGRAMME D'ACTION
POUR L'HUMANITE**
5 RESPONSABILITES FONDAMENTALES
24 EVOLUTIONS



#1 Prévenir
et faire cesser
les conflits



#2 Respecter
les règles de
la guerre



#3 Ne laisser
personne
de côté



#4 Procéder
différemment
pour mettre fin
au dénuement



#5 Investir
dans
l'humanité

Le tweet du mois
Suivez-nous sur @OCHA_CAR



Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Joseph Inganji, Chef de Bureau, inganji@un.org, Tel. (+236) 70738730

Yaye Nabo Séné, Cheffe, Information publique, seney@un.org, Tel. (+236) 70087565

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org |